

Comme la publication de cet article remonte à 2013, certaines phrases ont été modifiées afin de supprimer des termes archaïques. Les modifications sont indiquées entre crochets.

Et si nous cessions de subventionner le Canada?

par Dru Oja Jay

(Article de blogue publié sur le site de Media Co-Op le 7 janvier 2013, au mediacoop.ca/blog/dru/15493)

Selon un mythe répandu, les quelque 600 communautés des Premières Nations du Canada vivraient de l'argent (des subventions) du gouvernement canadien. Bien que proclamé haut et fort, et largement cru, ce mythe choque par son audace : des faits largement accessibles et vérifiables démontrent tout le contraire.

Ce sont plutôt les Autochtones qui subventionnent le Canada, depuis très longtemps.

Les conservateurs ont divulgué des documents pour tenter de discréditer la chef Theresa Spence, qui poursuit actuellement une grève de la faim à Ottawa. Des journalistes comme Jeffrey Simpson et Christie Blatchford ont ridiculisé les revendications des dirigeants [autochtones] et du mouvement de protestation Idle No More (Jamais plus l'inaction). Leur position ridicule repose sur un flagrant mensonge, soit que ce sont les impôts durement gagnés par les Canadiens qui financent le logement, les écoles et les services de santé chez les Premières Nations. Le mythe véhicule en soi des préjugés racistes. Il permet à des voix éminentes comme celles de Simpson et de Blatchford de comparer les revendications des manifestants à « un palais de rêve » ou à du « fumier de cheval », respectivement.

Il est vrai que le gouvernement fédéral du Canada contrôle une grande partie des flux de trésorerie dont dépendent les Premières Nations. Une bonne part de l'argent que celles-ci utilisent pour fournir des services provient du budget fédéral. Mais le mythe est sans fondement pour tout le reste.

Dans l'ensemble, l'argent que reçoivent les Premières Nations ne représente qu'une petite fraction de la valeur des ressources et des recettes publiques provenant de leurs territoires. Voyons quelques exemples :

Lac Barrière

Le territoire traditionnel des Algonquins de Lac-Barrière s'étend sur 10 000 kilomètres carrés. Il a toujours été utilisé par ce peuple, depuis des millénaires. Les Algonquins n'ont jamais signé de traité qui leur ferait renoncer à leurs droits sur ces terres. On estime à 100 millions de dollars les recettes générées bon an mal an par leur territoire sous forme d'exploitation forestière, de barrages hydroélectriques et de chasse et pêche récréatives.

Pourtant, la communauté vit dans des conditions dignes du tiers-monde. Une génératrice au diesel lui fournit de l'électricité, les emplois y sont rares et les familles y vivent dans des bungalows délabrés. Le mode de vie de cette communauté est loin de celui que lui apporterait une économie générant des recettes annuelles de 100 millions de dollars. Dans certains cas, les gouvernements sont prêts à dépenser sans compter. Ils ne lésinent parfois aucunement sur les moyens, par exemple lors de l'envoi

de 50 policiers anti-émeute bien équipés de Montréal pour briser un barrage routier pacifique avec des gaz lacrymogènes et de la coercition physique.

Lac-Barrière subventionne l'industrie forestière ainsi que le Canada et le Québec.

La communauté ne demande pas l'arrêt des subventions, mais juste des emplois et un droit de regard sur la façon dont sont utilisés ses territoires traditionnels. Et elle se bat pour ces revendications depuis des dizaines d'années.

Attawapiskat

La communauté d'Attawapiskat a fait parler d'elle en raison de la crise du logement qui a attiré l'attention des médias en 2011. (Le député Charlie Angus a qualifié cette communauté frappée par la pauvreté d'« Haïti à 40 degrés sous zéro ».) Plus récemment, la chef Theresa Spence a fait la une des journaux pour sa grève de la faim. La communauté est située près de la baie James, dans le Grand Nord de l'Ontario.

DeBeers est en train de construire une mine d'un milliard de dollars sur le territoire traditionnel des Attawapiskat (Ininiwaks). On estime à plus de 6,7 milliards de dollars la valeur des recettes qui en seront tirées. Le gouvernement conservateur soumet actuellement le budget des Cris à un examen approfondi. Cependant, le montant total transféré à la Première Nation depuis 2006 (90 millions de dollars) représente un peu plus de 1 p. 100 des recettes minières prévues. En pourcentage, cela représente un peu plus de la moitié de la réduction de la TPS fixée par M. Harper.

Les redevances de la mine ne vont pas à la Première Nation, mais directement au gouvernement provincial. Si la communauté a bénéficié de quelques emplois temporaires, les générations futures devront, pour leur part, composer avec les conséquences d'une gigantesque mine à ciel ouvert dans leur arrière-cour.

La communauté d'Attawapiskat subventionne DeBeers ainsi que le Canada et l'Ontario.

Lubicon

Les Cris du Lubicon, qui n'ont jamais signé de traité en vertu duquel ils céderaient leurs droits fonciers, mènent une campagne depuis plusieurs décennies pour récupérer ceux-ci. Tout au long de cette période, leur territoire traditionnel a généré des recettes de plus de 14 milliards de dollars par l'exploitation pétrolière et gazière dont il a fait l'objet. Par ailleurs, la communauté a été privée d'eau courante, a subi les attaques du gouvernement et a souffert des conséquences environnementales d'une extraction incontrôlée.

Le brûlage à la torche de gaz acides à proximité de la communauté a entraîné une épidémie de problèmes de santé et un nombre élevé de bébés mort-nés. Les orignaux et d'autres animaux ont fui la région, rendant du jour au lendemain intenable le mode de vie jusqu'alors autosuffisant de la communauté. En 2011, un oléoduc a explosé, déversant 4,5 millions de litres de pétrole sur le territoire des Cris du Lubicon. Ceux-ci n'ont toujours pas signé de traité, et l'extraction se poursuit.

Les Cris du Lubicon subventionnent le secteur du pétrole et du gaz ainsi que l'Alberta et le Canada.

Que fera le Canada sans ses subventions?

Depuis l'époque du piégeage des castors jusqu'à son actuelle aspiration à devenir une superpuissance énergétique, le Canada a toujours misé sur les ressources naturelles pour assurer son développement économique. Comme 90 % de sa population de colons s'agglutine le long de la frontière au sud, l'exploitation des richesses naturelles se fait presque toujours aux dépens de la population autochtone.

L'économie canadienne n'aurait pu connaître un tel essor sans des subventions massives sous la forme de terres et de ressources et sans d'ineffables souffrances pour plusieurs générations.

La situation globale est difficile à cerner, mais quelques éléments en donnent une idée : en 2011, les différents gouvernements disséminés partout au pays ont reçu 9 milliards de dollars en impôts et redevances de la part des sociétés minières – une infime partie de l'ensemble des bénéficiaires miniers; 3,8 milliards de dollars provenaient des seules exportations d'hydroélectricité en 2008, et 60 % de l'électricité canadienne était générée par des barrages; selon des estimations, l'extraction des sables bitumineux rapporterait 1,2 milliard de dollars en redevances sur 35 ans; l'industrie forestière valait 38,2 milliards de dollars en 2006, injectant plusieurs milliards de dollars en redevances et en impôts.

En revanche, les dépenses publiques pour les Premières Nations s'élevaient à 5,36 milliards de dollars en 2005 – elles sont légèrement plus élevées aujourd'hui. Les chiffres sont clairs : ce sont les Premières Nations qui subventionnent le Canada.

Les industries prospères s'installent le plus souvent sur les territoires traditionnels de nations autochtones et détruisent des terres en les inondant, en les rasant de leurs arbres, en les polluant et en les éliminant du paysage. Sur le plan humain, les coûts sont encore plus importants; les tactiques agressives visant à effacer l'identité des peuples [autochtones] et leurs liens avec les terres ont engendré des tragédies sur plusieurs générations. Il en résulte une résistance farouche et fondée sur des principes – un héritage qui perdure aujourd'hui.

Le Canada a mis au point une panoplie de mécanismes pour maintenir la pression et assurer l'acheminement des ressources. Cependant, les politiques prônant le vol de terres à grande échelle et la subordination des peuples ne font pas dans la demi-mesure. De la violence pratiquée sans retenue dans les pensionnats à la négligence ciblée des écoles de réserve sous-financées, des fusils de la GRC et des forces armées aux bombes lacrymogènes de la police provinciale, l'exploitation de ces subventions a toujours été traitée comme un jeu (Risk), alors que les conséquences étaient bien réelles : rompre des traités, prendre le dessus et ne pas laisser des joueurs plus faibles reconstruire.

Jamais plus... mais en savoir plus!

Le dernier pensionnat a fermé ses portes en 1996. Les Canadiens et Canadiennes d'aujourd'hui aimeraient se voir meilleurs que ceux et celles qui les ont précédés, mais peu d'entre eux et elles peuvent dire le nom de nations autochtones ou citer des traités à l'origine du pays qu'ils et elles se sont approprié.

Comprendre les subventions que les peuples [autochtones] accordent au Canada n'est qu'un début. Il est tout aussi important de saisir les mécanismes par lesquels le gouvernement oblige les populations [autochtones] à choisir chaque jour entre des conditions de vie semblables à celles montrées dans une publicité de Vision mondiale et le désespoir, d'une part, et la pollution et les problèmes sociaux engendrés par les projets d'exploitation des ressources à court terme, d'autre part.

L'empathie et le remords pourraient inciter à agir pour démanteler cet horrible système d'expropriation. Au-delà de ces sentiments, le fait que les nations autochtones sont les meilleurs et les seuls partenaires pour prendre soin de notre environnement devrait suffire pour passer à l'action. La protection de nos rivières, de nos lacs, de nos forêts et de nos océans est mieux assurée par des personnes qui ont une relation millénaire avec les terres.

En tant que personnes vivant à la fois en aval et en amont des fleuves et rivières, et ayant une relation permanente avec les territoires, les Cris, les Dénés, les Anishnabés, les Inuits, les Ojibwés et toutes les autres nations sont parmi les mieux placés et les plus motivés pour ralentir et arrêter les gigaprojets industriels qui menacent nos vies.

Des mouvements comme Idle No More (Jamais plus l'inaction) donnent à une population endormie la possibilité de se réveiller et d'entendre ce que les communautés [autochtones] disent depuis des siècles : il est temps de retirer notre consentement à ce régime sans issue et de tracer une nouvelle voie à suivre.